

MANIFESTE

Pour que la culture ne soit pas sacrifiée

Nous, responsables de lieux de diffusion, de création et de pratique artistiques,
Nous artistes, hommes et femmes techniciens, administrateurs du spectacle, syndiqués
ou pas, Nous spectateurs, Nous amateurs, Nous citoyens.

Nous nous sommes constitué·es en collectif le 23 janvier 2021, dans un mouvement qui regroupe plusieurs villes du Grand Est. Nous contestons - sans nier la terrible réalité des dangers sanitaires - les arbitrages et modalités de gouvernance qui nous sont imposés, qui nous privent de nos droits et mettent en danger le secteur et ses professions.

**La culture est un bien commun, elle permet la rencontre, le débat, la confrontation :
Nous sommes essentiels !**

L'enfermement, la solitude, le stress, la peur, ... Les dégâts sont aussi là !

La fermeture de nos lieux de culture, au sens large, de convivialité, nous atteignent dans nos vies, dans nos capacités à partager le sensible et l'imaginaire. La création artistique nourrit notre réflexion de citoyen, la pratique amateur nous sort de notre quotidien, elles enrichissent le lien social, le tissu associatif, nourrissent la vie de nos quartiers et de nos communes.

Nous contestons les choix politiques et la manière dont ils sont imposés à la population.

L'état d'urgence ne justifie pas toutes les privations de libertés et de droits.

Nous constatons avec une inquiétude grandissante que les gouvernements utilisent cette crise pour nous plonger dans des systèmes de plus en plus autoritaires gouvernés par la peur, en annihilant nos libertés, nos droits fondamentaux au sein d'un état d'urgence devenu permanent.

Nous exigeons une cohérence des choix qui sont fait sur ce qui reste ouvert et ce qui doit fermer.

Pendant que crise sanitaire s'installe dans la durée, notre sentiment d'injustice et de colère augmente quotidiennement : l'État ferme les yeux sur les concentrations de public dans les lieux de consommation, il met des œillères dans les transports en commun et porte un regard aveugle sur l'ouverture autorisée des lieux de cultes et les galeries d'art. Ce choix n'est pas sanitaire, il est économique et incohérent !

Nous sommes prêts : ON OUVRE !

Face à l'urgence, et pour le bien commun, nous avons accepté la fermeture des lieux culturels. Si ce choix pouvait s'entendre à court terme et dans l'urgence, il est inacceptable dans la durée.

Responsables et conscients, les établissements culturels se sont montrés exemplaires dans les mesures qu'ils ont prises pour accueillir les publics dans les conditions sécuritaires et sanitaires nécessaires à l'été et l'automne dernier.

NOUS DEMANDONS

- Que les organisations représentatives du monde culturel et les citoyen·nes soient associé·es dès maintenant à la réflexion, à l'organisation et aux prises de décisions les concernant ; qu'un vrai débat démocratique soit engagé pour la redéfinition des politiques culturelles.
- Que les lieux culturels et l'espace public comme espace de représentation artistique réouvrent : lieux de convivialité, d'échange et d'émulation, sans distinction qu'il s'agisse des musées, médiathèques, cafés-concerts, théâtres, salles de concerts et festivals...
- Que les responsables politiques, de l'État et des collectivités territoriales s'engagent à garantir demain une société au sein de laquelle le droit et l'accès à l'art et à la culture soient considérés comme un service public et inscrits dans la constitution.
- Que les compagnies, associations et autres structures productrices, premières employeuses d'artistes, dont les ressources dépendent directement de la vente de leurs œuvres, bénéficient d'un fond de soutien spécifique, direct et durable.
- Que tous les artistes, technicien·es ainsi que tous les personnels de la culture, salarié·es ou non, soient protégé·es à minima un an après la reprise normale de l'activité par notamment des mesures spécifiques pour les plus fragiles (contrats précaires, auteur·rices-compositeur·rices, plasticien·nes...).

La Nation était en guerre, nous sommes désormais en deuil !

Parce que la société toute entière se sent aujourd'hui en deuil, il est nécessaire que les lieux de spectacles redeviennent des espaces de joie, de projections positives, d'espoir, d'invention, et de création de désirs et d'imaginaires.

Nous appelons à des marches fleuries dans toutes les communes du Grand Est le dimanche 14 mars à 15h

A Epinal, départ à 15h du Cinéma Palace

Fleurissons nos salles de spectacle, nos musées, nos MJC, nos centres culturels, Fleurissons nos bars et restaurants, Fleurissons nos amphithéâtres, nos salles de sport, ... tous ces lieux dont on nous interdit l'accès.

Faisons de l'art le vecteur de la contestation sociale et politique, par ses contenus et ses formes.

Nous appelons les citoyens, les élus, les responsables d'association à organiser ou rejoindre la Marche Fleurie dans leur commune pour défendre le droit à la culture comme un droit essentiel à chacun.

